



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
BP60723
41007 Blois

Blois, le 30/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACIAL

ZI de Vau de Chaume
BP 87
41110 Saint-Aignan

Références : 2025-728
Code AIOT : 0010001755

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement ACIAL implanté ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIAL
- ZI de Vau de Chaume 41110 Saint-Aignan
- Code AIOT : 0010001755
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACIAL a pour activité la fabrication de vestiaires et d'armoires métalliques (découpe, dégraissage et peinture de tôles métalliques). Les installations sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°2006.361.6 du 27 décembre 2006, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 décembre 2017 et du 2 octobre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	VLE des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.11	/	Demande d'action corrective	60 jours
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
6	Installations électriques – NC3 VI 27/05/2021	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
9	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 02/10/2024, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	VLE des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/10/2024, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Mise à jour des prescriptions relatives à la protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 1.5.1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débourbeur/déshuileur	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Entretien débourbeur/déshuileur	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Mise à jour des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 02/10/2024, article 5	/	Sans objet
11	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
12	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.5.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débourbeur/déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, débourbeur-deshuileur
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <u>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</u>

Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Fossé
Traitement avant rejet	Débourbeur-déshuileur (uniquement pour le traitement des eaux de la zone extérieur de stockage des déchets)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ruisseau dit «le traîne feuille» puis le Cher

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 18 mars 2024, il avait été constaté que le point de rejet des eaux pluviales n'était toujours pas équipé d'un débourbeur-déshuileur (constat initial en date du 28/03/2023). L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 2 juillet 2024, de respecter l'article sus-visé dans un délai de 6 mois (échéance au 2 janvier 2025)

Par courrier du 24 juillet 2024, l'exploitant a indiqué avoir engagé les travaux permettant la mise en place du dispositif dans les délais accordés. Il a par ailleurs transmis à l'Inspection un devis (n°000554-03 du 19/06/2024), associé au bon de commande signé correspondant, comportant notamment la fourniture et la pose d'un débourbeur/déshuileur.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le débourbeur/déshuileur a été installé (les travaux s'étant terminés début 2025). La note de calcul hydraulique, réalisée par la société SADE (en date du 22/04/2024), a été consultée, celle-ci comportant une partie sur les caractéristiques du débourbeur/déshuileur.

Le débourbeur/déshuileur a été vu au cours de la visite du site.

L'exploitant a répondu à l'injonction de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Entretien débourbeur/déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien dispositif de traitement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un entretien annuel du débourbeur/déshuileur sera réalisé par la société SOA-SARP (prestation intégrée à leur contrat).

Par ailleurs, il a précisé qu'un contrôle préventif en interne est réalisé semestriellement. Ce contrôle préventif est consigné dans la GMAO du site : celle-ci a été ouverte et l'exploitant a montré la présence d'un évènement relatif à la maintenance du débourbeur/déshuileur (créé le 27/10/2025 pour une échéance de réalisation au 30/12/2025).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 8.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Eaux pluviales issues du rejet n°E2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH, MES, HCT, DCO	Ponctuel	Annuelle par temps de pluie (analyse par laboratoire agréé selon des méthodes normalisées notamment NFT 90114 pour HCT)

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport d'analyses n°250906187 du 18/09/2025 relatif au

prélèvement d'eaux pluviales effectué le 08/09/2025 a été consulté. Les paramètres pH, MES, DCO et HCT ont bien été mesurés. L'exploitant ne disposait pas au cours de la visite du rapport d'analyses des eaux pluviales pour 2024 (permettant de vérifier le respect de la fréquence annuelle).

Suite à la visite, l'exploitant a indiqué par courriel du 28/10/2025 ne pas avoir retrouvé le rapport d'analyses 2024 dans ses archives. Il a joint à son courriel le rapport d'analyses des eaux pluviales de 2021 ainsi qu'un tableau de suivi des analyses des eaux pluviales.

Ce tableau compare les résultats des analyses effectuées depuis 2015 aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral. Il est à noter, à partir de ce tableau, que :

- des résultats sont notifiés pour les paramètres MES, DCO, HCT, DBO5 pour 2024 mais la date précise du prélèvement n'est pas consignée ni les résultats pour le pH et la température ;
- aucune analyse pour l'année 2022 n'est tracée.

Le respect de la fréquence annuelle d'analyse de l'ensemble des paramètres de mesure des eaux pluviales ne peut pas être certifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : VLE des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations (ex rétention) sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur, comme les eaux pluviales non polluées et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées si elles respectent les valeurs limites d'émission ci-dessous.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° E2 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètre	Concentration maximale sur un échantillon ponctuel (mg/l)
MES	35
DCO	125

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport d'analyses n°250906187 du 18/09/2025 relatif au prélèvement d'eaux pluviales effectué le 08/09/2025 a été consulté.

Les concentrations suivantes ont été mesurées :

- pH : 8,5 ;
- température : 19,3 °C ;
- MES : 75 mg/L ;
- DCO : <30 mg/L ;
- DBO5 : 2 mg/L ;
- HCT : < 1 mg/L.

L'ensemble des valeurs limites sont respectées à l'exception de celle relative aux matières en suspension : valeur mesurée de 75 mg/L pour une VLE à 35 mg/L.

L'exploitant a indiqué que le prélèvement du 18/09/2025 n'avait pas pu être effectué en sortie du point de rejet (en l'absence d'écoulement d'eau) et qu'il a été réalisé dans une chambre en sortie du dispositif de débourbeur/déshuileur (eau stagnante).

Il a été rappelé à l'exploitant que selon l'article 8.2.3.1 de son arrêté préfectoral, la surveillance des eaux pluviales doit être réalisée par temps de pluie.

Les eaux pluviales ne respectent pas la valeur limite en matières en suspension.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et datés. Le plan fait apparaître clairement les surfaces imperméabilisées. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant disposait d'un plan des réseaux d'eau (en version numérique) mis à jour par la société SADE dans le cadre des travaux réalisés pour la gestion des eaux pluviales et des eaux d'incendie.

Ce plan identifie notamment le réseau des eaux pluviales (en bleu), le réseau des eaux usées (en rouge), le point d'alimentation AEP (compteur AEP), le débourbeur/déshuileur, les vannes d'obturation, le bassin de confinement.

Le point de rejet et le point de prélèvement des eaux pluviales sont en sortie du débourbeur/déshuileur mais ne sont pas identifiés sur le plan.

Ce plan devant être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours, il conviendrait que l'exploitant dispose d'une version papier datée de celui-ci

Le plan des réseaux ne fait pas apparaître l'ensemble des éléments prescrits par l'article sus-visé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Cette vérification est complétée au moins tous les 3 ans par un contrôle par thermographie infrarouge</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 18 mars 2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas mis en œuvre les actions correctives permettant de lever les écarts mentionnés dans le certificat Q18 du 15 septembre 2023 (constat initial en date du 27/05/2021).</p> <p>Pour rappel, le rapport et le certificat Q18 du 15/09/2023 avaient mis en évidence que l'installation électrique pouvait entraîner des risques d'explosions et/ou d'incendie du fait de la présence de trois dangers, un seul n'ayant pas encore fait l'objet d'une action corrective (remplacement du poste de transformation).</p> <p>Par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a indiqué que la commande pour le remplacement du poste de transformation allait être passée avant fin mai 2024 pour une installation en août 2024.</p> <p>Par courriel du 15 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection le devis concernant le remplacement du poste de transformation, associé au bon de commande correspondant (en date du 03/05/2024). Il a précisé que les travaux seront réalisés pendant l'arrêt technique du mois d'août (l'intervention nécessitant un arrêt complet des installations).</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le certificat Q18 en date du 19/09/2025 a été consulté. Celui-ci notifie qu'une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée et conclut sur le fait que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie et d'explosion. <u>Le danger identifié le 27/05/2021 a été levé.</u></p> <p>Le rapport (n°8099630/7.1.3.1.P) de vérification des installations électriques, effectuée du</p>

17/09/2025 au 19/09/2025 par la société BUREAU VERITAS, a également été consulté. 8 écarts ont été mis en évidence lors de cette vérification (dont 4 nouveaux).

L'exploitant a indiqué qu'un plan de correction pour ces écarts a été créé dans la GMAO et que les actions correctives sont effectuées en interne, celles-ci étant effectuées dès qu'il est possible de traiter les défauts. Il a précisé que le contrôle par thermographie infrarouge est prévu pour le 1er novembre.

Les installations électriques ne sont pas entretenues conformément à la réglementation (présence d'écarts).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Mise à jour des points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le site comporte 3 points de rejets à l'extérieur.

N° de conduit	Installations raccordées
1	Tunnel de dégraissage
2	Four de séchage après dégraissage
3	Four de cuisson des peintures

Constats :

Suite aux visites d’inspection du 28 mars 2023 et du 18 mars 2024, il était attendu de l’exploitant qu’il transmette au Préfet de Loir-et-Cher et à l’Inspection des installations classées un porter à connaissance relatif aux points de rejets atmosphériques du site (un conduit de rejet atmosphérique ne figurant pas dans l’arrêté préfectoral).

Par courriel du 22 avril 2024, l’exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance pour demander la modification des prescriptions de son arrêté préfectoral d’autorisation, relatives aux rejets atmosphériques.

L’exploitant a répondu au constat de la visite d’inspection précédente.

Cette demande a fait l’objet d’un arrêté préfectoral complémentaire en date du 2 octobre 2024 (n°41-2024-10-02-00001), le conduit n°4 ayant été notamment ajouté (brûleur combustion : tunnel de dégraissage).

Pas d’écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2024, article 5			
Thème(s) : Risques chroniques, Air			
Prescription contrôlée :			
	Paramètre	Fréquence	Type de suivi
Conduit n°1	Débit, acidité totale en H+, Alcalins en OH-	Annuelle	A n a l y s e s e t prélèvements réalisés par un organisme agréé selon des m é t h o d e s n o r m a l i s é e s
Conduit n°2	Débit, O2, SO2, NOx exprimés en NO2	3 ans	A n a l y s e s e t prélèvements réalisés par un organisme agréé selon des m é t h o d e s n o r m a l i s é e s
Conduit n°3	Débit, O2, SO2, NOx	3 ans	A n a l y s e s e t

Conduit n°3	Débit, O2, SO2, NOx exprimés en NO2, COVNM	3 ans	Analyses et prélèvements réalisés par un organisme agréé selon des méthodes normalisées
Conduit n°4	Débit, O2, SO2, NOx exprimés en NO2	3 ans	Analyses et prélèvements réalisés par un organisme agréé selon des méthodes normalisées

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport (n°8165223/9.1.2.R) relatif aux mesures des émissions atmosphériques effectuées du 08/10/2024 au 11/10/2024 a été consulté. Les quatre points de rejets atmosphériques du site ont fait l'objet de mesure pour l'ensemble des paramètres prescrits par l'article sus-visé.

La précédente mesure pour les conduits 2, 3 et 4 avait été effectuée en 2021 (respect de la fréquence trisannuelle).

Il est à noter que les points de rejets sont identifiés de la façon suivante dans le rapport n°8165223/9.1.2.R :

- Site 2 : Dégraissage/Conduit 3
- Site 2 : Four de cuisson/Conduit 3
- Site 2 : Four de séchage/Conduit 2
- Site 2 : Traitement de surface/Conduit 1

Il conviendrait que les dénominations des points de mesures soient les mêmes que celles prescrites par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2024 (notamment pour le conduit n°4).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit n°1	Acidité totale (exprimée en H ⁺) Alcalins (exprimés en OH ⁻)	3400	5
Conduit n°2	SO ₂ NO _x (exprimés en NO ₂)	2200	5
Conduit n°3	SO ₂ NO _x (exprimés en NO ₂) C O V N o n méthaniques (NM) exprimés en équivalent CH ₄	1300	5
Conduit n°4	SO ₂ NO _x (exprimés en NO ₂)	2200	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport (n°8165223/9.1.2.R) relatif aux mesures des émissions atmosphériques effectuées du 08/10/2024 au 11/10/2024 a été consulté (celui-ci ayant été analysé plus précisément par l'Inspection suite à la visite).

La vitesse minimale d'éjection de 5 m/s est respectée pour les 4 points de rejets atmosphériques.

Les débits nominaux ne sont pas respectés pour les points de rejets n°2, n°3 et n°4 :

- Point de rejet n°2 : débit sec mesuré de 1000 Nm³/h pour un débit nominal de 2200 Nm³/h ;
- Point de rejet n°3 : débit sec mesuré de 1270 Nm³/h pour un débit nominal de 1300 Nm³/h ;
- Point de rejet n°4 : débit sec mesuré de 1310 Nm³/h pour un débit nominal de 2200 Nm³/h.

Il est à noter qu'un régime de 100%, avec en commentaire "*Fonctionnement nominal aux dires de l'exploitant*" est notifié pour les conditions de fonctionnement lors des mesures pour les points de contrôle 2, 3 et 4. Aucun évènement n'a été signalé pendant les mesures ("*Pendant toute la durée des essais, les conditions de marche de l'installation ont été normales et stables*").

Les débits nominaux ne sont pas respectés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : VLE des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Concentration en O2	-	3%	3%	3%
Acidité totale (exprimée en H+)	0.5	-	-	-
Alcalins (exprimés en OH-)	10	-	-	-
SO2	-	35	35	35
NOx exprimés	-	200	200	200

en NO2				
C O V N M exprimés en équivalent CH4	-	-	110	-

Constats :

Lors de la visite d'inspection, le rapport (n°8165223/9.1.2.R) relatif aux mesures des émissions atmosphériques effectuées du 08/10/2024 au 11/10/2024 a été consulté.

Les rejets atmosphériques du conduit n°1 respectent les valeurs limites pour l'acidité et l'alcalinité.

Les rejets atmosphériques du conduit n°2 respectent les valeurs limites pour les NOx et le SO2 (les résultats ayant bien été exprimés sur gaz sec à 3% d'O2).

Les rejets atmosphériques du conduit n°3 respectent les valeurs limites pour les NOx, le SO2 et le COVNM (les résultats ayant bien été exprimés sur gaz sec à 3% d'O2).

Les résultats des mesures effectuées sur les rejets atmosphériques du conduit n°4 n'ont pas été déterminés avec un volume de gaz rapporté à une teneur en O2 de 3% tel que prescrit par l'article sus-visé ("*mg/Nm3 exprimé en NO2 sur gaz sec*" ; "*mg/Nm3 exprimé en SO2 sur gaz sec*"). La conformité aux VLE pour ces paramètres ne peut pas être certifiée.

Les mesures en NOx et SO2 des rejets atmosphériques du conduit n°4 n'ont pas été déterminées en prenant en compte un volume de gaz apporté à une teneur en O2 de 3%. Le respect des VLE SO2 et NOx pour le conduit n°4, en prenant en compte les caractéristiques prescrites à l'article sus-visé, est à justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum 360 m3 réalimentée par le réseau public.
- 3 poteaux incendie implantés à moins de 200 m des installations à protéger et assurant un débit de 180 m3/h sous au moins 1 bar de pression[...]

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 18 mars 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas de la ressource en eau nécessaire à la lutte contre l'incendie sur son site (constat initial en date du 28/03/2023). L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 2 juillet 2024, de respecter les dispositions des articles 14 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et 4.5 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 dans un délai de 15 mois (échéance au 2 octobre 2025).

Par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a indiqué, à l'Inspection, être en attente d'une actualisation du calcul D9 par la société SOCOTEC mais a précisé la présence de trois poteaux incendie capables d'apporter un débit de 250 m3/h.

Les besoins en eau nécessaires à l'intervention des secours ont été dimensionnés dans le rapport n°2306E14Q2000014 du 18/04/2024 : un débit retenu de 360 m3/h pendant deux heures a été calculé. Du fait de la présence de deux poteaux incendie présentant un débit simultané de 269 m3/h, une insuffisance de 182 m3 (pour le besoin en eau) a été mise en évidence.

Par courriel du 23 avril 2024, le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loir-et-Cher (SDIS 41) a indiqué la cohérence du dimensionnement D9 des besoins en eau et a préconisé l'installation d'une réserve d'eau de 240 m³ minimum.

Par courrier du 23 juillet 2024, l'exploitant a indiqué avoir engagé des travaux permettant la mise en place du dispositif dans les délais accordés. Il a par ailleurs transmis à l'Inspection un devis (n°000554-03 du 19/06/2024), associé au bon de commande signé correspondant, comportant notamment la fourniture et la pose d'une citerne souple fermée autoportante de 240 m³.

Lors de la visite d'inspection, la réserve incendie de 240 m3 a été constatée. L'exploitant a répondu à l'injonction de l'article 1.2 de l'arrêté de mis en demeure du 2 juillet 2024.

La réserve incendie est clôturée et présente deux raccords pompier.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 12 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 7.6.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, bassin de confinement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 720 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.11. traitant des eaux pluviales. Le bassin de confinement peut être créé par commande de dispositifs d'obturation des réseaux et utilisation de la topographie du site : les zones du site qui sont ainsi inondées doivent être imperméables et la hauteur d'eau limitée à 20 cm.

Le bassin de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente, du 18 mars 2024, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas des moyens nécessaires au confinement des eaux d'extinction d'incendie (constat initial en date du 28/03/2023). L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 2 juillet 2024, de respecter les dispositions des articles 20 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 et 4.13 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 dans un délai de 15 mois (échéance au 2 octobre 2025).

La note de calcul hydraulique pour les eaux pluviales et le confinement des eaux d'extinction d'incendie a été réalisée par la société SADE (rapport (V2) n°0108.16205.N001-C en date du 22/04/2024). Un volume à mettre en rétention de 876 m³ a été calculé, celui-ci ayant ensuite été arrondi à 880 m³.

Par courrier du 23 juillet 2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir engagé les travaux

permettant la mise en place du dispositif dans les délais accordés. Il a par ailleurs transmis à l'Inspection un devis (n°000554-03 du 19/06/2024), associé au bon de commande signé correspondant, comportant notamment la mise en place d'un bassin unique permettant de tamponner les eaux pluviales et d'assurer le confinement d'eaux polluées (volume utile de 880 m3).

Lors de la visite d'inspection, le bassin de rétention des eaux d'incendie (faisant office également de bassin tampon pour les eaux pluviales) a été constaté. L'exploitant a répondu à l'injonction de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024.

Le bassin est clôturé. Une bouée est présente.

La vidange du bassin est effectuée via une pompe de relevage automatique (une alarme visuelle est active quand le pompage est en cours). Les eaux vidangées transitent par le débourbeur/déshuileur avant rejet.

Le confinement du bassin est assuré grâce à une vanne manuelle. L'exploitant a indiqué avoir formé l'ensemble du personnel à sa manipulation.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : Mise à jour des prescriptions relatives à la protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2006, article 1.5.1

Thème(s) : Autre, Porter à connaissance

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 18 mars 2024, il avait été demandé à l'exploitant qu'il transmette au Préfet de Loir-et-Cher les éléments pour la mise à jour des dispositions relatives à la protection contre l'incendie de son arrêté préfectoral (au regard du calcul du dimensionnement des besoins en eau nécessaires à l'intervention des secours et du calcul du confinement des eaux d'extinction).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir transmis au Préfet ces éléments.

Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de demander la mise à jour des dispositions relatives aux moyens d'intervention en cas d'accident prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation pour prendre acte :

- des besoins en eau pour la défense contre l'incendie (calcul D9 du 18/04/2024) : 360 m3/h pendant deux heures, assuré par deux poteaux incendie et la réserve incendie ;
- du bassin de confinement des eaux d'extinction de 880 m3 faisant également office de bassin tampon des eaux pluviales (calcul D9A du 22/04/2024).

L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet de Loir-et-Cher la mise à jour des besoins en eau pour la défense contre l'incendie et du volume de confinement du site, afin que ceux-ci soient actés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours